

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

INTER INVEST OUTRE-MER

Société par Actions Simplifiée au capital de 533 000 €.
Siège social : St Barthélémy 97133 – Les Mangliers St Jean
414 876 755 R.C.S. Basse Terre

Comptes consolidés au 31 décembre 2016 approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 30 juin 2017

1. Actif

Actif en euros	Amt -Prov.	Exercice N	Exercice N – 1
Operations interbancaires et assimilées		64 301 118	66 607 635
Operations avec la clientèle	86 619	21 976 128	17 972 364
Crédit-bail et location avec option d'achat		3 009 674	
Obligations et autres titres à revenu fixe et variable		680	1 611 280
Participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à LT	1 755 375	559 072	412 384
Immobilisations incorporelles et corporelles	676 622	240 199	211 934
Ecart d'acquisition			
Comptes de régularisation et actifs divers		26 943 807	29 896 825
Total actif	2 518 616	117 030 678	116 712 422

2. Passif

Passif en euros	Exercice N	Exercice N – 1
Operations interbancaires et assimilées	13 434	20 815
Operations avec la clientèle		
Dettes représentées par un titre		
Comptes de régularisation et passifs divers	83 360 906	88 003 626
Ecart d'acquisition		
Provisions pour risques et charges	5 813 169	2 329 436
Dettes subordonnées		
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		
Intérêts minoritaires	3 896 102	3 431 452
Réserves minoritaires	3 431 452	3 146 279
Réserves latentes part minoritaire	-352 406	
Résultats minoritaires de l'exercice	817 056	285 173
Capitaux propres hors FRBG (+/-)	23 947 349	22 927 093
Capital souscrit	533 000	533 000
Primes d'émission	31 500	31 500
Réserves consolidées et autres	20 351 294	19 750 835
Résultat de l'exercice (+/-)	3 031 273	2 611 758
Total passif	117 030 678	116 712 422

3. Hors bilan

Hors bilan	Exercice N	Exercice N – 1
Engagements donnés		
Engagements de financement	3 052 608	2 402 184
Engagements de garantie		
Engagements sur titres		
Engagements reçus		
Engagements de financement		
Engagements de garantie		
Engagements sur titres		

4. Compte de résultat

Compte de résultat		Exercice N	Exercice N – 1
(+)	Intérêts et produit assimilés	1 910 662	758 169
(-)	Intérêts et charges assimilés		
(+)	Opération de crédit-bail et assimilées	100 629	
(+)	Revenus des titres à revenus variable		
(+)	Commissions (produits)	23 819 876	14 960 270
(-)	Commissions (charges)		
(+/-)	Gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de négociation		
(+/-)	Gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de placement et assimilés	158 975	726 108
(+)	Autres produits d'exploitation bancaire	562 504	176 790
(-)	Autres charges d'exploitation bancaire	- 78 318	- 67 668
	<i>Produit net bancaire</i>	26 474 328	16 553 669
(+)	Produits divers d'exploitation	327 982	
(-)	Charges générales d'exploitation	- 18 814 557	- 13 003 710
(-)	Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	- 75 119	-81 017
	<i>Résultat brut d'exploitation</i>	7 912 634	3 468 942
(+/-)	Coût du risque	- 2 087 283	- 798 223
	<i>Résultat d'exploitation</i>	5 825 351	2 670 719
(+/-)	Quote-part de résultat dans les entreprises mises en équivalence		
(+/-)	Gains ou pertes sur actifs immobilisés		
	<i>Résultat courant avant impôts</i>	5 825 351	2 670 719
(+/-)	Résultat exceptionnel	- 953 232	-83 767
(+/-)	Dotations/Reprises sur amortissements des écarts d'acquisition		413 200
(-)	Impôt sur les bénéfices	- 975 173	- 103 221
(+/-)	Dotations / Reprises de FRBG et provisions réglementées		
	Résultat net des entités consolidées	3 896 946	2 896 931
(+/-)	Intérêts minoritaires	- 817 056	- 285 173
(-)	Mise en équivalence IIC	- 48 617	
	Résultat net - part de groupe	3 031 272	2 611 758
	Résultat par action	369,67	318,51
	Résultat dilué par action	369,67	318,51

5. Annexe

5.1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice 2016 enregistre les premiers résultats relatifs aux activités de Crédit-Bail et de Crédit d'Impôts engagées en 2015 suite à l'obtention de l'agrément après de l'ACPR.

La société Inter Invest Outre-Mer a effectué une prise participation dans la société Inter Invest Capital à hauteur de 34.88 % des titres. L'acquisition s'est fait à la valeur nominale

5.2 Référentiel comptable, modalités de consolidation, méthodes et règles de consolidation

5.2.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés clos le 31 décembre 2016 sont établis conformément aux règles et principes comptables applicables en France aux entreprises du secteur bancaire. Les dispositions du Règlement n° 99.07 du 24 novembre 1999, modifié par les règlements CRC 2000-04 du 04 juillet 2004 et 2005-05 du 03 novembre 2005, sont appliquées.

Les comptes consolidés respectent les principes comptables définis ci-dessous.

5.2.2 Homogénéité des règles et méthodes utilisées par les sociétés du groupe

Les comptes annuels des sociétés du groupe établis selon un référentiel autre que le Règlement N°2014-07 du 26 novembre 2014 ont été retraités selon les prescriptions de ce dernier afin de les rendre homogène avec les comptes d'Inter Invest et compatibles avec le référentiel de consolidation.

5.2.3 Modalités de consolidation

5.2.3.1 Méthodes de consolidation

La consolidation est réalisée à partir des comptes arrêtés au 31 décembre 2016. L'état récapitulatif, présenté en note 5.3.1, liste l'ensemble des entités consolidées et les méthodes y afférentes.

Pour mémoire, on distingue 3 méthodes de consolidation savoir :

1. Les sociétés contrôlées exclusivement, directement ou indirectement, par la société mère, sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale ;
2. Les sociétés dans lesquelles la société mère a une influence notable sont mises en équivalence. Celle-ci est présumée à partir du moment où le Groupe détient au moins 20 % du capital ou exerce une influence notable sur les politiques financière et opérationnelle de l'entreprise ;
3. Les sociétés contrôlées conjointement, sont consolidées selon la méthode de l'intégration proportionnelle. Dans ce cas, les associés partagent le contrôle et les décisions de gestion de façon unanime.

L'intégration globale consiste à :

- Intégrer les éléments des comptes individuels des entreprises intégrées au périmètre de consolidation, après retraitements éventuels ;
- Répartir les capitaux propres et le résultat entre les intérêts de l'entreprise consolidante et les intérêts des autres actionnaires ou associés dits « intérêts minoritaires » ;
- Éliminer les opérations en comptes entre l'entreprise intégrée globalement et les autres entreprises consolidées.

La mise en équivalence consiste à :

- Substituer à la valeur comptable des titres détenus, la quote-part des capitaux propres, y compris le résultat de l'exercice déterminé d'après les règles de consolidation ;
- Éliminer les profits internes intégrés entre l'entreprise mise en équivalence et les autres entreprises consolidées à hauteur du pourcentage de participation dans l'entreprise mise en équivalence.

L'intégration proportionnelle consiste à :

- Intégrer la fraction représentative de ses intérêts dans les comptes de l'entreprise consolidée, après retraitements éventuels, aucun minoritaire n'est donc constaté ;
- Éliminer les opérations et comptes entre l'entreprise intégrée proportionnellement et les autres entreprises consolidées à hauteur de la fraction représentative de ses intérêts dans les comptes de l'entreprise consolidée.

5.2.3.2 Dates de clôture des exercices des entités consolidées

Les sociétés sont consolidées sur la base de leur bilan arrêté au 31 décembre 2016, d'une durée de 12 mois, à l'exception des sociétés créées (ou acquises) entrant dans le périmètre dont la durée est fonction de leur date de création (ou d'acquisition).

5.2.3.3 Élimination des opérations intra-groupe

Conformément à la réglementation, les transactions entre les sociétés intégrées sont éliminées ainsi que les résultats internes entre ces sociétés.

5.2.3.4 Écarts de première consolidation

Conformément aux dispositions réglementaires, les écarts d'acquisition représentent la différence entre :

- Le coût d'acquisition des titres de participation ;
- La quote-part de l'entreprise acquéreuse dans l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition.

Ce poste enregistre donc les écarts consécutifs à une acquisition qu'il n'a pas été possible d'affecter à un poste de l'actif immobilisé.

Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif immobilisé et sont amortis sur une durée reflétant, aussi raisonnablement que possible, les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors des acquisitions. Cette durée peut être comprise entre 1 et 20 ans.

Les écarts d'acquisition négatifs sont inscrits au passif et font l'objet de reprises sur une durée évaluée comprise entre 1 et 10 ans.

En cas d'acquisition au cours de l'exercice, la détermination de l'écart d'acquisition revêt un caractère provisoire et peut faire l'objet d'ajustements jusqu'à la clôture de l'exercice suivant.

5.2.3.5 Suivi ultérieur de la valeur des actifs immobilisés

L'évaluation de la valeur des actifs immobilisés, en conformité avec les principes comptables du Groupe, est effectuée si des événements ou des circonstances, internes ou externes, indiquent qu'une réduction de valeur est susceptible d'être intervenue. Dans le cas de constatation d'une perte de valeur, un amortissement exceptionnel est comptabilisé en résultat.

5.2.4 Méthodes et règles d'évaluation

Les principes et méthodes appliquées par le Groupe sont les suivants :

La réserve latente négative, nette de la fiscalité différée, a fait l'objet d'une inscription directement en diminution des fonds propres sans comptabilisation d'une charge au compte de résultat afin de respecter l'image fidèle des opérations de crédit-bail.

5.2.4.1 Utilisation d'estimation

La préparation des états financiers nécessite l'utilisation d'estimations et d'hypothèses pour l'évaluation de certains actifs et passifs portés au bilan, de produits et de charges comptabilisés et d'engagements mentionnés en annexe.

5.2.4.2 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur valeur d'acquisition ou de production.

L'amortissement est calculé en fonction de la durée d'utilisation estimée des différentes catégories d'immobilisations selon le mode linéaire.

5.2.4.3 Impôts différés

Nonobstant l'enregistrement de ses impôts exigibles, le Groupe comptabilise, des impôts différés en cas :

- de différences temporaires entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et passifs consolidé ;
- de crédits d'impôts et de reports déficitaires.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable, en appliquant le dernier taux d'impôt en vigueur pour chaque société.

Les montants d'impositions différées actives et passives sont compensés pour une même entité fiscale.

Les actifs d'impôts différés sont uniquement pris en compte si leur récupération ne dépend pas des résultats futurs ou si leur récupération est probable par suite de l'existence d'un bénéfice imposable attendu au cours de leur période de dénouement.

5.2.4.4 Opérations de crédit-bail

Les opérations de crédits-bails et assimilés sont présentées conformément aux dispositions du règlement CRC 99-07 du 24 novembre 1999. Lorsque le groupe est en position de bailleur, Ces opérations sont présentées à l'actif du bilan consolidé pour leur encours déterminés d'après la comptabilité financière.

En raison des particularités des montages financiers des opérations de crédits-bails, la différence entre l'encours financier et la valeur nette comptable des immobilisations louées est négative dès la signature des contrats. Afin de donner une image fidèle des conditions particulières de financement de ces opérations, une provision pour « charges futures » est constituée par prélèvement sur les réserves consolidées. L'impôt différé actif relatif à cette provision est également mouvementée par les réserves consolidées.

Les produits et charges sur les opérations de crédits bail ayant la nature d'intérêt sont inscrites sous la rubrique « Opérations de crédits-bails et assimilés ».

Les crédits d'impôts et les opérations assimilés sont inscrits à l'actif et au passif du bilan consolidé sous la rubrique « Comptes de régularisations et actifs divers » et « Comptes de régularisations et passifs divers ». Les produits relatifs à ces crédits d'impôts sont rapportés au compte de résultat sur la durée des contrats de crédits-bails.

5.2.4.5 Provisions

Compte tenu de l'activité du groupe, les provisions constatées ont pour objet de couvrir des risques ou litiges à caractère ponctuel ou latent. Ces éléments sont principalement relatifs à des litiges ponctuels.

Des provisions sont comptabilisées lorsque le Groupe a une obligation légale, réglementaire ou contractuelle résultant d'événements antérieurs, qu'il est probable qu'une sortie de ressources soit nécessaire pour éteindre l'obligation, et que le montant de l'obligation peut être évalué de façon fiable.

5.2.4.6 Distinction entre résultat exceptionnel et résultat courant

Le résultat courant est celui provenant des activités dans lesquelles l'entreprise est engagée dans le cadre de ses affaires ainsi que les activités annexes qu'elle assume à titre accessoire ou dans le prolongement de ses activités normales.

Le résultat exceptionnel résulte des événements ou opérations inhabituels distincts de l'activité et qui ne sont pas censés se reproduire de manière fréquente et régulière. Le résultat exceptionnel comprend également les produits et les coûts directs liés aux cessions d'actifs immobilisés et de participations.

5.2.4.7 Résultat par action

Le résultat par action correspond au résultat net consolidé – part du groupe – se rapportant au nombre moyen pondéré d'actions de la société mère, en circulation au cours de l'exercice (à l'exclusion des actions propres déduites des capitaux propres). Aucun instrument dilutif n'ayant été émis, le résultat dilué par action correspond au résultat par action.

5.2.5 Non application des méthodes préférentielles

En raison de leur caractère non significatif, les méthodes préférentielles savoir :

- Comptabilisation des coûts des prestations de retraite et assimilés,
- Comptabilisation des contrats de locations financement (preneur),
- Etalement des frais d'émission et des primes de remboursement,
- Utilisation de la méthode de l'avancement pour les opérations partiellement achevées à la clôture de l'exercice, ne sont pas utilisées.

5.3 Informations relatives au périmètre

5.3.1 Liste des sociétés consolidées

Identité	Siren	Adresse	2016			2015		
			% Contrôle	% Intérêt	Méthode conso	% Contrôle	% Intérêt	Méthode conso
Inter Invest Outre-Mer	414 876 755	St Barthélémy	Mère		IG	Mère		IG
Inter Invest	383 848 660	Paris	59,17 %	59,17 %	IG	N/A	N/A	N/A
Etoile Courcelles	484 649 488	Fort de France	100,00 %	100,00 %	IG	75,00 %	75,00 %	IG
Inter Invest Capital	809 672 165	Paris	34,88 %	34,88 %	MEE	N/A	N/A	N/A

5.3.2 Liste des sociétés exclus de la consolidation

5.3.2.1 SNC Ponthieu 16

Le groupe détient 41,51 % de la société SNC Ponthieu 16 immatriculée au R.C.S. de Fort de France sous le numéro 793 449 885 dont l'activité principale est la location d'un ensemble immobilier à la Réunion dans le cadre d'une opération d'aide fiscale à l'investissement dédié aux organismes de logement social instauré par la loi d'orientation pour le développement de l'outre-mer (LODEOM) dit « Girardin Social ».

La Compagnie nationale des commissaires aux comptes a estimé dans son avis du 07 décembre 2011 que, dans le cadre d'opérations « Girardin Social », ces derniers avaient le contrôle des sociétés créées en vue de porter temporairement les immeubles.

Le groupe suivant cet avis a considéré ne pas avoir le contrôle exclusif, ni une influence notable sur la société Ponthieu 16 et l'a exclue du périmètre de consolidation.

Les titres sont inscrits à leur coût d'acquisition soit 1.755 K€ sur la ligne « Parts dans les entreprises liées » et intégralement dépréciés. Cette évaluation correspond à la valeur de sortie probable de ces titres au terme de l'opération.

Les derniers comptes disponibles de la société Ponthieu 16 font apparaître les agrégats suivants :

- Total de l'actif immobilisé	13 273 k€
- Capitaux propres	3 041 k€
- Chiffres d'affaires	219 k€
- Résultat net	- 405 k€

5.3.2.2 Sociétés dont la gérance est assurée par des sociétés du groupe dans le cadre d'opérations « Girardin Industriel » et « Girardin Social »

Les sociétés 2IOM et Inter Invest sont gérantes non associées de nombreuses sociétés créées dans le cadre d'opérations « Girardin Industriel » et « Girardin social ». Le groupe ne disposant ni du pouvoir de décision de ces sociétés, ne bénéficiant pas des avantages économiques des actifs loués et ne supportant aucun risque relatif à ces entités, ces sociétés sont exclues du périmètre.

5.4 Comparabilité des comptes

5.4.1 Variation de périmètre

L'ensemble des variations de périmètre survenues au cours de l'exercice 2016 a été mentionné en partie « Faits majeurs ».

5.5 informations sur l'actif

5.5.1 Opérations interbancaires et assimilées

Echéances des créances	D < 3 M	3 M > D < 1 A	1 A < D > 5 AN	N	N-1
Créances à terme	12 190			12 190	32 886
Créances à vue	52 111			52 111	33 722
Créances rattachées				0	0
Total	64 301			64 301	66 608

L'essentiel des dépôts sont placés auprès de sociétés européennes de premier rang.

5.5.2 Opérations avec la clientèle

Les créances se ventilent comme suit par durée résiduelle :

Nature des créances	D < 3 M	3 M > D < 1 A	1 A < D > 5 A	D > 5 A	Total	N-1
Crédits à la clientèle	1 943	4 714	15 394	11	22 062	16 935
Créances commerciales						
Comptes débiteurs						
Créances douteuses nettes	<10>	<19>	<58>		<87>	<188>
Créances rattachées	11				11	1 225
Total	1 944	4 695	15 336	11	21 986	17 972

5.5.3 Obligations et autres titres à revenu fixe et variable

En k€	N	N-1
Valeurs brutes	1	1 610
Provisions		
Total	1	1 610

5.5.4 Participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à LT

En k€	N	N-1
Valeurs brutes	2 215	1 771
Provisions	- 1 755	- 1 755
Créances rattachées		11
Total	460	27

5.5.4.1 Titres mis en équivalence

En k€	N	N-1
Valeurs brutes	450	
Provisions		
Total	450	

Le montant correspond en totalité à la détention des titres de la société Inter Invest Capital (détention de 34.88 % de la société), la mise en équivalence fait apparaître une remontée de résultat négative de 48 617€ impactant d'autant le résultat part groupe.

5.5.4.2 Titres non consolidés

Il convient de se reporter à la note « Information relatives au périmètre- Liste des sociétés exclus de la consolidation »

Nature des autres actifs	Valeur Brute N	Valeur Nette N	Valeur Nette N-1
Ponthieu 16	1 755	0	1755
Total	1 755	0	1755

5.5.5 Immobilisations corporelles et incorporelles

5.5.5.1 Immobilisations incorporelles

Nature des immobilisations	N	N-1
Fonds de commerce, frais d'établissement nets		

Autres immobilisations incorporelles nettes	36	38
Immobilisations incorporelles nettes	36	38

5.5.5.2 Immobilisations corporelles

Le détail des immobilisations corporelles est le suivant :

Nature des immobilisations	N	N-1
Terrains		
Constructions		
Autres immobilisations corporelles nettes	204	174
Immobilisations corporelles nettes	204	174

5.5.5.3 Tableaux de variations

L'évolution des immobilisations brutes au cours de l'exercice est reprise ci-après :

	Ouverture	Retraitement Pacifique	Acquisitions	Rebuts	Clôture
Logiciels	46		2		48
Droit au bail					
Autres immobilisations incorp.					
Immobilisations incorporelles	46		2		48
Terrains					
Constructions					
Autres immobilisations corp.	693	144	31		868
Immobilisations corporelles	693	144	31		868
Total	739	144	33		916

L'évolution des amortissements au cours de l'exercice est la suivante :

	Ouverture	Retraitement Pacifique	Dotations	Reprises	Clôture
Logiciels	7		11	6	12
Droit au bail					
Autres immobilisations incorp.					
Immobilisations incorporelles	7		5		12
Terrains					
Constructions					
Autres immobilisations corp.	520	69	75		664
Immobilisations corporelles	520	69	75		664
Total amortissements & prov.	527	69	75		676

5.5.6 Crédit-bail

Nature des créances	D < 3 M	3 M > D < 1 A	1 A < D > 5 A	D > 5 A	Total	N-1
Crédit-Bail	286	837	1 886	0	3 009	
Total	286	837	1 886	0	3 009	

5.5.7 Comptes de régularisations et actifs divers

Les autres actifs correspondent principalement aux dettes financières, fournisseurs, fiscales et sociales à la clôture de l'exercice.

	N	N-1
Dépôts de garantie	2 311	2 296
Créances sur les entreprises « Girardin »	9 874	19 205
Autres créances	1 137	691
Charges constatées d'avances	139	120
Etat PAR sur opérations rattachées au crédit-bail	2 607	
Acomptes Fournisseurs	6 496	
Créances envers les parties liées *	4 380	8 075

Total	26 944	30 387
<i>*hors dépôt de garantie de 2 160 k€.</i>		

Les créances sur les entreprises « Girardin » sont toutes à moins de 3 mois.

5.5.8 Impôt diffère actif et passif

Au titre de son activité de crédit-bail, la société a calculé un impôt différé d'un montant de 431 K€ pour l'exercice 2016

5.6 Informations sur le passif

5.6.1 Opérations interbancaires et assimilés

Les dettes envers les établissements de crédits se décomposent par durée résiduelle suivante :

Echéances des dettes	D < 3 M	3 M > D < 1 A	1 A < D < 5 A	D > 5 A	Total	N-1
Dettes à terme						
Dépôts ordinaires	13				13	21
Dettes rattachées						
Autres sommes dues						
Total	13				13	21

5.6.2 Comptes de régularisation et passifs divers

Les autres passifs correspondent principalement aux dettes financières, fournisseurs, fiscales et sociales à la clôture de l'exercice.

	N	N-1
Dettes financière diverses		
Dettes fournisseurs et assimilés	2 468	4 146
Dettes fiscales	1 370	994
Dettes sociales et assimilés	3 492	3 435
Divers	76 031	77 879
Dettes envers les parties liées	0	1 550
Total	83 361	88 004

Le poste « Divers » comprend essentiellement les sommes détenues pour le compte des entreprises créées dans le cadre des opérations « Girardin ».

5.6.4 Provisions et assimilés

Nature des provisions pour risques & charges	Ouvert.	Augmen.	Reprise	Clôture
Provisions pour risque de l'activité	2 330	2 189		4 519
Provisions pour litige				
Autres Provisions (Réserve Latente)		1 295		1 295
Total	2 330	3 484		5 813

Les provisions pour risques et charges ont été déterminées afin de couvrir le risque maximum estimé.

5.6.5 Intérêts minoritaires

L'évolution des intérêts minoritaires est la suivante :

Intérêts Minoritaires au 31 décembre 2015 :	3 431 k€
Résultat minoritaires 2016 :	817 k€
Réserve latente 2016 :	-351 k€
Intérêts Minoritaires au 31 décembre 2015 :	3 896 k€

5.6.6 Capitaux propres

Au cours de l'exercice, les capitaux propres ont évolué comme suit :

	Capital	Primes	Réserves Consolidées	Résultat de l'exercice	Total Capitaux propres part de groupe
Situation à la clôture N-1	533	32	19 750	2 612	22 927
Affectation du résultat N-1			2 612	- 2 612	
Affectation Réserve Latente			- 511		- 511
Distribution dividendes			- 1 500		- 1 500
Résultat de l'exercice				3 031	3 031
Situation à la clôture N	533	32	20 351	3 031	23 947

Le capital social de la société 2IOM est composé de 8.200 actions de 65€ de nominal. Les actions sont réparties comme suit :

Catégories de titres	Nombre de titres			
	A l'ouverture	Mouvement de l'exercice	A la clôture	Valeur Nominale
Actions ordinaires	8200	-2 400	5 800	65
Actions assortis d'avantages particuliers	-	2 400	2 400	65

Les avantages particuliers accordés aux 2 400 actions sont retranscrits dans le paragraphe 7.2 des statuts de la société ;

Une distribution de dividendes exceptionnelle de 1 500 600 euros a été opérée durant l'exercice clos le 31/12/2016, prélevé sur les réserves

5.7 Informations sur le compte de résultat

5.7.1 Intérêts et produits assimilés

Produits des opérations	N	N-1
Avec les établissements de crédit		
Avec la clientèle	1 911	612
Avec les parties liées	0	145
Total	1 911	758

5.7.2 Intérêts et charges assimilées

Charges sur opérations	N	N-1
Avec les établissements de crédit		
Avec la clientèle		
Avec les parties liées	0	0
Total	0	0

5.7.3 Commissions

Ce poste enregistre les rémunérations d'animation des entreprises créées dans le cadre des opérations « Girardin industriels » et Girardin social »

5.7.4 Charges générales d'exploitation

Les charges générales d'exploitation se décomposent de la façon suivante :

Charges générales d'exploitation	N	N-1
Charges du Personnel	9 406	4 162
Impôts et taxes	278	72
Services Extérieurs	9 104	8 724
Charges Diverses d'exploitation	26	45
Total	18 814	13 004

5.7.5 Coût du risque

Le coût du risque correspond au solde net des dotations et reprises sur provisions pour dépréciation des actifs détenus sur la clientèle et sur les risques et charges ainsi que des pertes et récupérations sur créances clientèle.

Coût du risque	N	N-1
Dotation nette de provision clientèle	-102	-150
Pertes nettes sur créances		

Dotation nette de provision pour risques & charges	2 189	948
Total coût du risque	2 087	798

5.7.6 Produits et charges exceptionnels

Le résultat exceptionnel est de – 803K€ et se décompose comme suit :

Produits

- Produits except. s/op. de gestion	7 963,74
- Produits de cession s/immob. Corporelles	6 704,00
- Produits de cession s/immob. Financières	5 090,00

Charges

- Charges s/exercices antérieurs établis. secondaires	799 302,04
- Pénalités et amendes fiscales	11 390,37
- Autres produits except. de gestion	4 736,90
- VNC s/sorties d'immob. Corporelles	2 272,80
- VNC s/sorties d'immob. Financières	5 090,00

5.7.7 Impôt sur le résultat

5.7.7.1 Analyse de l'impôt sur le résultat

L'impôt sur les sociétés s'analyse de la façon suivante :

(En milliers d'euros)	N	N-1
Impôt exigible	975	103
Produits ou charges d'impôts différés - compte individuel		
Produits ou charges d'impôts différés - compte consolidé (1)		
Total	975	103

(1) Pour rappel, cf supra § 5.2.4, la réserve latente net du produit d'impôt différé a fait l'objet d'une inscription directement en diminution des fonds propres sans comptabilisation d'une charge nette au compte de résultat afin de respecter l'image fidèle des opérations de crédit-bail.

5.7.7.2 Preuve d'Impôt

(En milliers d'euros)	N	N-1
Résultat avant impôt (y compris résultat MEQ et amortissement des écarts d'acquisition)	4 823	3 000
Taux d'imposition normal applicable en France (%)	33.33 %	33,33 %
(Charge)/produit d'impôt théorique	1 607	1 000
Incidence des :		
- Différences permanentes	- 6	- 127
- Effet de la non reconnaissance d'impôts différés actifs sur les déficits fiscaux reportables et les autres différences temporelles déductibles		
- Consommation de produits d'impôts sur les déficits fiscaux reportables et autres différences temporelles déductibles antérieurement non reconnus		
- Reconnaissance des déficits fiscaux reportables et des autres différences temporaires déductibles		
- Crédit d'impôt et opérations de défiscalisation	- 138	- 244
- Ecart de taux	- 488	- 526
- Autres		
(Charge) produit d'impôt effectivement constaté	975	103
Taux d'impôt effectif (%)	20,22%	3,55 %

5.8 Informations sur le hors bilan

5.8.1 Note 18 – Engagements donnés

Les sociétés du groupe ne disposent pas de contrat sur instruments dérivés de taux ou de devises.

5.8.2 Note 18 – Engagements reçus

5.8.2.1 Honoraires de gestion restant à percevoir

Dans le cadre des opérations de défiscalisation Girardin industriels et social, les sociétés 2IOM et Inter –Invest sont rémunérées contractuellement en tant que gérantes des sociétés supports des opérations. Ces rémunérations sont perçues sur la durée des opérations.

A la clôture de l'exercice, le montant des rémunérations non encore appréhendées en produits se montent à 35 594 k€

5.9 Informations diverses

5.9.1 Effectif

L'effectif du groupe, au 31 décembre N, s'élève à 90 salariés dont 80 cadres

5.9.2 Engagement retraite

A leur départ en retraite, les Salariés du groupe perçoivent une indemnité conformément à la Loi et aux dispositions de la convention collective applicable. La Société a décidé de ne pas constituer de provision au titre des droits acquis par le personnel, mais de prendre la charge correspondante dans l'exercice au cours duquel le paiement effectif de la dette intervient.

L'évaluation des indemnités de départ à la retraite prend en compte les avantages accordés par la convention collective des sociétés.

Les engagements pour retraite au 31 décembre N ne sont pas significatifs.

5.9.3 Rémunération des organes de direction

L'information n'est pas fournie car elle reviendrait à fournir une information individuelle.

5.9.4 Prêts accordés aux administrateurs et dirigeants responsables

Aucun prêt n'a été accordé aux Administrateurs et Dirigeants Responsables des sociétés du groupe au titre de l'exercice N.

5.9.5 Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes au titre de l'exercice N s'élèvent à 71 K€ HT.

5.9.6 Subventions publiques

Les sociétés du groupe n'ont pas perçu en N de subventions publiques.

5.9.7 Parties liées

Les créances et dettes dans les entreprises liées figurent dans les notes sur l'actif et le passif du bilan.

5.9.8 Événements postérieurs à la clôture

Pas d'évènement postérieur à la clôture.

Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2016

Aux Associés,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre l'Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la SAS Inter Invest Outre-Mer, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le paragraphe 5.2.4.4 « Opérations de Crédit-bail » de l'annexe aux comptes consolidés qui présentent les modalités de comptabilisation de ces opérations et les modalités de dotation de la réserve latente de crédits-bails.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Dans le cadre de nos travaux, nous nous sommes assurés :

- du respect de modalités de comptabilisation et de présentations de ces opérations telles qu'énoncées dans le règlement 99-07 du Conseil National de la Comptabilité,
- de la présence dans l'annexe aux comptes annuels des informations obligatoires prévues par le même règlement.

En outre, la note 5.2.4.4 « Opérations de Crédit-bail » de l'annexe aux comptes consolidés présentent les modalités de comptabilisation de ces opérations et les modalités de dotation de la réserve latente de crédits-bails. Nous avons apprécié le bien fondé des éléments de calculs de l'encours financiers de ces opérations, des modalités de constatation en produits des crédits d'impôts et éléments assimilés et la pertinence des modalités de la provision pour charges futures au titre de ces opérations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Didenheim, le 28 juin 2017

Fait à Paris, le 28 juin 2017

Les Commissaires aux comptes

Jean Pierre BUYAT

APLITEC

Représentée par

Bruno DECHANCE

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est à la disposition du public au siège social de la société.

1704066